EUSKO ALDERDI JELTZALEA
PARTI NATIONALISTE BASQUE

LEMA



Iparraldeko garapen ekonomikoa elgarrekin lortu ?

Réussir ensemble le développement économique du Pays Basque ?

N° 217 ZKIA // 2€
2018ko Apirila / Maiatza / Ekaina
Avril / Mai / Juin 2018
www.eaj-pnb.eus
EAJ-PNB

AURKIBIDEA
SOMMAIRE

SAR HITZA / EDITORIAL
« L'application de la taxe transport sur l'agglomération exige une véritable concertation entre les entreprises et les décideurs politiques » par Pako Arizmendi, président IBB p.3. orr.

GIZARTEA / SOCIÉTÉ
« Aider les plus riches ne facilite pas le quotidien des plus modestes » p.4. orr.

HANDIK / ECHOS DU SUD
Eaj-Pnb : Exercice de responsabilité à Madrid p.5-6 orr.

Agur eta ohore Manex Pagola p.6. orr.

EUSKARA
Reconnaissance oficielle de l'euskara et du "gascon occitan" p.7-8. Orr.

LEMA EGUNA
Réussir ensemble le développement économique de Pays Basque ? p.9-10. orr.

EKONOMIA
"Attention, c'est bien d'un modéle participatif dont a besoin l'économie du Pays Basque !" p.11. orr.

EKONOMIA
L'économie d'Iparralde tient la forme et se diversifie p.12.orr.

ANAIEN BERRI / CAP AU SUD
Biennale de la machine-outil de Bilbao : le reflet de l'économie basque p.13.orr.

EUSKARA
L'euskara, l'affaire de tous p.14-15.orr.

EUROPA
il faut intégrer les institutions régionales dans les politiques d'immigration p.16.orr.

DIASPORA
La présence basque en Amérique française p.17. orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
Les jeudis du Batzoki et le repas de la St-Jean p.18.orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
L' ikurriña a 124 ans p.19.orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI
Venez en bus à l'Alderdi Eguna 2018,dimanche 30 septembre, à Foroda p.20.orr.

« L'application de la taxe transport sur l'agglomération exige une véritable concertation entre les entreprises et les décideurs politiques »



La taxe transport apparaît comme un mal nécessaire car elle permet d'associer localement les entreprises au développement des politiques de transport et environnementales. Or, l'annonce du syndicat des mobilités de la Communauté d'agglomération Pays Basque, d'appliquer la loi d'imposer les entreprises de plus de 11 salariés, sans réelle concertation, est une occasion manquée de donner les moyens de contribuer à cet enjeu politique collectivement.

Depuis août 2015, la loi oblige les entreprises à contribuer aux questions de mobilité. La loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) doit favoriser l'usage de modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, et pas qu'en zone urbaine. L'objectif est de limiter l'empreinte environnementale de l'entreprise et de contribuer à la fluidification du trafic, ce qui ne peut qu'être encouragé ! Cela demande de gros efforts, de lourds investissements comme les travaux du Trambus, ou la ligne de chemin de fer Bayonne/Garazi, (avec une augmentation du cadencement et aménagement de parkings etc…)

Quelle concertation ?

A priori, cette initiative dans l'air du temps devrait satisfaire tout le monde : moins de trafic, moins de pollution, une meilleure qualité de vie et une meilleure santé. Or, depuis fin avril, des élus et des chefs d'entreprises de l'intérieur du Pays basque dénoncent la décision du syndicat des mobilités qui sollicite le versement de la taxe transport à partir du 1er juillet. (Sur la partie du territoire non soumise au versement transport, la perception de la taxe débutera le 1er juillet à hauteur 0,25% pour 2018, puis 0,50% les années suivantes jusqu'à atteindre les 2%. Il s'agit du taux déjà appliqué sur le territoire de l'ancienne ACBA). Ils se dressent également contre une décision prise sans concertation et qui risque de mettre en danger la santé comptable d'une partie des entreprises basques (Les entreprises de plus de 11 salariés représentent 6% des entreprises).

L'agglomération a besoin de financer les importants projets infrastructurels futurs et en cours. Ainsi, à partir du premier juillet, les entreprises de plus de 11 salariés devront payer cette nouvelle taxe, le versement transport, alors qu'il n'y a pas encore de transport en commun sur l'ensemble du territoire. Sur l'intérieur, l'offre de service est encore très insuffisante pour que les entreprises adhèrent à cet effort environnemental en sachant que sans financement les projets resteront dans les cartons. Aujourd'hui, Mauleon demande la mise en place d'un service pour la capitale souletine et les communes voisines : la ligne interurbaine Tardets-Bayonne devrait être gérée par la nouvelle agglomération à compter du 1er juillet pour un coût annuel de 402000€ financé par le versement transport, et les recettes billettiques.

Les questions environnementales et de transport doivent être concertées localement

Sur le papier, du point de vue de la LTECV, la méthode est très décentralisatrice. Elle promeut les outils de gouvernance nationale et territoriale pour permettre une définition plus partagée des politiques et des objectifs. Les moyens d'actions des collectivités territoriales sont clarifiés et renforcés. Et là encore, cet engagement environnemental responsable qui pourrait apparaître comme une opportunité de se mettre tous ensemble autour d'une table pour réfléchir collectivement à des solutions concertées sur la question du financement des transports collectifs n'a pas été saisie.

L'enjeu environnemental et de transport est urgent sur le Pays basque, et pas uniquement sur la Côte basque où la circulation est devenue impossible. Même si effectivement, la participation des entreprises basques à la taxe de transport devra être soumise au vote chaque année, il faut d'ores-et-déjà prendre l'habitude de se concerter dans le cadre d'une véritable gouvernance locale. Veillons à ne pas fragiliser davantage des entreprises parfois en difficulté ou au point de se questionner sur leur futur développement. Il faut leur donner la parole et les écouter. La force du territoire est sa proximité. Il faut installer des garde-fous pour veiller à ce que l'ensemble des entreprises et des citoyens de l'ensemble du Pays basque bénéficient de la même qualité de service de mobilité, en particulier à l'intérieur et entre l'intérieur et la Côte.

C'est une question de solidarité territoriale qui correspond à des enjeux économiques, sociaux, de santé publique, culturels… essentiels pour notre territoire, car tout est une question d'équilibre…

Pako Arizmendi
Président d'EAJ-PNB

« Aider les plus riches ne facilite pas le quotidien des plus modestes »



Le pouvoir d'achat est au cœur des réformes économiques et fiscales conduites par Emmanuel Macron. Or, dans ce combat contre la pauvreté, Macron se trompe : aider les plus riches ne contribue pas à offrir un plus grand pouvoir d'achat aux foyers les plus modestes. Pire, sa politique, fondée sur la théorie du ruissèlement, est non seulement injuste mais surtout dangereuse pour les plus modestes.

Selon l'enquête d'opinion BVA/La Tribune sur "les questions de l'économie" de février dernier, les réformes engagées par le gouvernement sont désapprouvées par une majorité de Français. Les différentes initiatives engagées par le gouvernement ne convainquent pas. Que l'on se situe dans la frange plutôt aisée ou les classes plus modestes, tous ont l'impression que leur pouvoir d'achat s'est réduit.

La théorie du ruissellement est inefficace et injuste socialement

L'une des propositions d'Emmanuel Macron, alors candidat, était mettre la valeur travail au centre de son projet car cela plaît à de nombreux segments de l'électorat, notamment le centre-droit. Cela s'inscrit dans une vision d'une société méritante où les prises de risque et les efforts doivent être récompensés. A travers son train de réformes, il persiste dans cette voie : CSG, réformes sur la fiscalité du capital mobilier (transformation de l'impôt sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière, mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique de 30%)… Or, il apparait que les mesures du budget 2018 pour les ménages n'auront quasiment pas d'effet immédiat selon l'Observatoire français des conjonctures économique.

Dans les faits, le gouvernement Philippe applique la théorie du ruissellement qui permettrait aux plus riches, en allégeant leur charge fiscale, d'investir davantage dans l'économie nationale par le biais de leur consommation, ou par celui de l'investissement



Maintenir des services publics comme les crèches – Haurtzaindegi bezalako zerbitzu publikoak atxiki

(notamment via l'épargne). Leur argent pourrait contribuer, directement ou indirectement, à encourager l'activité économique et à créer de l'emploi. Cette théorie est fortement contestée à la fois par les économistes et des sociologues dont Jean Ziegler. Ils s'accordent à prédire un échec retentissant de la politique gouvernementale française. En effet, les réformes qui visent à aider les plus riches à investir ne sont pas pertinentes dans une société globalisée, ouverte, où les profits n'ont plus de frontière. Cet appel d'air ira servir d'autres économies que les économies locales et européennes, où les taux de profit ne sont pas assez immédiats.

Des services publics en péril

Toujours selon ces critiques, cette politique entraine irrémédiablement des déficits budgétaires. L'Etat va percevoir moins d'impôts tout en poursuivant une politique de réduction des dépenses. Pour assurer le minimum des services publics, ce sont les collectivités qui vont devoir mettre la main à la poche. Autrement dit les citoyens déjà les plus imposés fiscalement devront payer plus cher les impôts locaux.

Ici, au niveau de la Communauté d'Agglomération Pays basque (CAPB), il va falloir compenser le moins-perçu fiscal. Aujourd'hui, la CAPB va exercer la compétence en matière de transport, il faudra bien la financer ! Ce choix, qui est une question vitale de la dynamisation et de la qualité économique et sociale, sera forcément compensé par les foyers imposables et les entreprises du Pays basque. En cela, les réformes du Président Macron font peser sur les collectivités locales et leur économie la responsabilité des futures pertes de pouvoir d'achat des citoyens. Elles ne contribuent pas, au final, à améliorer leur quotidien. Surtout, ces réformes mettent en péril les services publics locaux, déjà souvent éprouvés, qui devront trouver de nouvelles sources de financement à la conduite de l'action publique.

Kauldi Samoreau,
responsable des questions économiques et sociales à EAJ-PNB

Eaj-Pnb : Exercice de responsabilité à Madrid

Eaj-Pnb confronté à deux votes contradictoires, réfléchis et décisifs, en l'espace d'une petite semaine « pour le bien d'Euskadi »



Séance extraordinaire de la direction nationale d'Eaj-Pnb pour décider du sort de M. Rajoy – Zuzendaritza nazionalaren ez ohizko bilkura Rajoy jaunaren gero politikoa erabakitzeko momentoan

Pas de doute ! Les mois de mai et juin 2018 resteront dans les annales de la longue histoire (mouvementée) du parti nationaliste basque (EAJ-PNB / PNV), créé en 1895 à l'aube du XXe siècle.

C'est à lui que l'Espagne doit le changement radical de gouvernement survenu le 1er juin au Congrès des députés de Madrid. Exit Mariano Rajoy ! En effet, le président du PP, chef du gouvernement élu en 2011 a été victime de la motion de censure lancée par Pedro Sanchez, dirigeant du PSOE dont les échecs précédents (notamment aux élections générales de 2016) avaient en fait renforcé la combativité… Pedro Sanchez a donc réussi à endosser son habit de nouveau chef de gouvernement, au terme du vote favorable du PNB.

Le 31 mai, ses cinq élus ont effectivement fait pencher la balance en faveur de la motion de censure du PSOE, soutenu par les partis indépendantistes catalans, Bildu (gauche abertzale), Coalicion Canaria et Podemos. Face à eux, le PP et Ciudadanos n'ont pas fait le poids.

Réunion extraordinaire à Vitoria-Gasteiz

Décision lourde de sens et de responsabilité pleinement assumée. La direction du parti en avait décidé à l'unanimité, lors d'une réunion extraordinaire tenue quelques heures auparavant à Vitoria-Gasteiz (en la présence exceptionnelle du lehendakari Urkullu). Le porte-parole du groupe PNB, Aitor Esteban, s'en est expliqué à la tribune du Congrès des députés : *« Nous votons la motion de censure car elle répond à l'attente de la majorité de la population basque, notre vote est le meilleur exercice de responsabilité que nous puissions faire… ».*

La tâche fut ardue ! Quelques jours auparavant (le 23 mai), le PNB avait on le sait, voté en faveur du budget 2018 soumis par Mariano Rajoy aux 350 députés du Congrès. Le vote jeltzale longuement débattu et réfléchi, était le fruit de plusieurs mois de négociations entre dirigeants du PP et du PNB, au premier rang desquels Andoni Ortuzar, son président. Euskadi avait arraché 540 millions d'euros d'aides diverses au gouvernement central, la promesse que le régime des retraites serait amélioré et qu'ainsi stabilisée, la législature Rajoy irait jusqu'à son terme sans crainte d'élections anticipées. Le PNB exigeait aussi « le retrait immédiat » de l'article constitutionnel 155 appliqué en Catalogne (de ce fait momentanément privée de l'exercice de son autonomie), par le gouvernement central, à la suite de la proclamation unilatérale de l'indépendance catalane.

Rechercher des accords

Une petite semaine à peine s'était écoulée entre le vote du budget 2018 du gouvernement Rajoy par le PNB et son vote favorable à la motion de censure Sanchez. Entretemps ? L'Audiencia Nacional avait infligé de lourdes peines pour corruption, à plusieurs membres du PP, et non des moindres, tel l'ancien ministre Edouardo Zaplana, condamné à 30 ans de prison, dans le cadre de l'affaire Gurtel. Gravement impliqué par la justice, le PP niait toute implication, de plus la stabilité parlementaire prévue était menacée par la rupture des relations avec le PP, annoncée par Ciudadanos. Le fait que Pedro Sanchez s'était engagé à respecter l'accord passé avec le PP sur les 540 millions d'aides accordées à Euskadi (1) joua en faveur du "Oui" à la motion de censure.

Aitor Esteban eut la lourde tâche de justifier ce changement radical de paradigme du PNB à la tribune du Congrés. Ce dont il s'acquitta plutôt bien, au nom de l'éthique et de l'intérêt général. Non sans avoir souligné que la classe politique espagnole s'était empressée tous bords confondus,

de faire reposer la responsabilité de la gouvernabilité de l'Espagne sur les épaules du *PNB. "Voilà la grande nation espagnole ! Quelle incapacité à gouverner (...) Dans cette nouvelle étape nous resterons fidèles à nos objectifs et notre méthode : obtenir le meilleur pour Euskadi et sa population, rechercher des accords en dépit des différences pour le bien commun "*. Pedro Sanchez a renconté Andoni Ortuzar peu aprés son investiture.

Amikuztarra

(1) Au moment du vote de la motion de censure, le budget 2018 n'avait pas encore été examiné au Sénat.



Aitor Esteban, le porte-parole d'Eaj-Pnb au Congrès des députés explique le soutien à la motion de censure –
Aitor Esteban, Eaj-Pnb-ren bozeramaileak kongresuan zentsura mozioaren sustengua azaltzen du.

Agur eta ohore Manex Pagola !

Manex Pagola kantari eta kantu egile landibartarra, gizon sutsu eta idekia, pausatu da berriki 77 urtetan. "Urtxintxak", "Kanta Aberria" eta Peio eta Pantxoa bikoteak biziki ospetsu bilakatu zuen "Azken dantza hau" asmatu zituen, besteak beste. Manex Pagolak idatzi zituen kantu gehienen bilduma plazaratu zuen Elkar argitaletxeak 2016an. Bere ustez "kantua hatsa bezala da, kantuarekin laguntzen baita beste sorkuntza frango. Berritu behar da bainan lehenagokoa ahantzi gabe".

Elkar, Seaska eta Gure Irratia bezalako egituren sortzean parte hartu zuen euskal kantagintzaren berritzailea izan zenak. 2014ean Sarako idazleen biltzarrak saritu zuen eta berriki ohorezko euskaltzain izendatu zuten. Enbata mugimendua eta Eusko Alkartasuna alderdiaren kide izan zen ere hasieratik. Baionako euskal museoaren zuzendari ohi eta antropologian doktore zenak ehunka artikulu idatzi izan ditu Herria, Enbata eta Jakin aldizkarietan.

Manex Pagolaren heriotza galtze haundia izan da euskal herrigintzarentzat. Urketan egin zitzaion azken agurrean kantari ainitzek parte hartu zuten, hala nola, Niko Etxart, Anje Duhalde, Angèle eta Erramun Martikorena, Eñaut Etxamendi, Patxika Erramuzpe, Ugutz, edo Peio eta Pantxoak. Bikote ezagunak dio ez duela behin ere kantaldirik eskaini Pagolaren abestirik eman gabe. Bere lagunek gogoratzen dute Manex zenaren melodiak denetan ematen direla orain ere, edozoin besta edo ostatuetan.

Azken omenaldian izan ziren ere Carlos Garaikoetxea lehendakaria eta lagun mina, Pello Urizar EAren idazkari nagusia, Jean René Etchegaray Baionako auzapez eta elkargoaren presidentea, eta Colette Capdevielle Baionaldeko diputatu ohia. Sozialistak bihotzetik eskertu nahi izan zion sostengua eman izana azken hauteskunde legegileen karietarat.

Azken urteetan eritasunak kolpe dorpea eman zion Manex Pagolari. Halere, ahaide eta lagunek gogoan dute biziki baikorra zela eta bizitzeko gogo haundiarekin agertzen zela beti. Doluminak familiari eta milesker zuri Manex!

Franck Dolosor "Haltza"



Reconnaissance officielle de l'euskara et du " gascon Occitan "

Le 23 Juin dernier, Beñat Arrabit, l'alderdikide vice-président de la Communauté Pays Basque en charge de la politique linguistique était en première ligne pour défendre en Conseil Communautaire, une déclaration et un projet de soutien à l'euskara et au gascon occitan. Succès indéniable pour Beñat qui a su réunir autour d'un texte ambiteux, acteurs associatifs et élus de tous bords politiques. La polémique du moment sur le périmètre d'action pour le gascon occitan n'altère pas la force du consensus obtenu. Ci-dessous, les principaux extraits de la déclaration sur les engagements de la Communauté Pays Basque.



"L'ambition de la Communauté Pays Basque

Par la présente délibération, le Conseil communautaire souhaite reconnaître officiellement la langue basque et le gascon occitan comme langues du territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Il entend ainsi officialiser son engagement complet dans l'effort de revitalisation de ces deux langues aux côtés de ses partenaires publics.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque s'engage à déployer des politiques linguistiques ambitieuses en faveur de ces deux langues. A ce titre, elle examinera les possibilités offertes par le cadre légal relatif à l'expérimentation et à la différenciation afin de soumettre à l'Etat des dispositifs innovants, susceptibles de consolider les politiques linguistiques en faveur du basque et de l'occitan.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque œuvrera également auprès de l'Etat, à faire évoluer les cadres juridiques et à mobiliser l'ensemble des dispositifs législatifs et réglementaires nécessaires à la revitalisation de ces langues : la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, la reconnaissance de co-officialité de ces langues.

Il convient de souligner que la reconnaissance officielle du basque et du gascon occitan n'entend pas s'opposer, ni même atténuer les prescriptions juridiques s'appliquant à la langue française. Son but est de promouvoir activement le plurilinguisme sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, dans le respect de la libre adhésion des acteurs et des locuteurs, et des cadres légaux en vigueur.

Le Conseil communautaire décide que, dans le respect du cadre juridique susvisé :
La Communauté d'Agglomération Pays Basque reconnaît officiellement le basque et le gascon occitan comme langues de son territoire, aux côtés de la langue française.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque s'engage à mettre en œuvre des politiques linguistiques ambitieuses en faveur du basque et du gascon occitan et s'attachera en particulier à :

-organiser une offre plurilingue dans les services à la population qui relèvent de sa compétence.
-mettre en œuvre le plurilinguisme dans sa communication et dans les éléments constitutifs de son image.
-rendre possible dans les instances communautaires l'usage du basque et du gascon occitan pour les élus qui le souhaitent : par la mise à disposition d'un dispositif de traduction simultanée ou, à défaut, par l'expression en basque ou en gascon occitan dans les mêmes termes que l'énoncé en français.
-encourager, lors des prises de parole publiques de ses représentants, l'utilisation de la langue basque et du gascon occitan dans les mêmes termes que l'énoncé en français.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque s'engage à :
-assumer un rôle moteur dans la politique linguistique partagée, définie et mise en œuvre au sein de l'Office Public de la Langue Basque.
-être un interlocuteur privilégié de l'Office Public de la Langue Occitane.

S'agissant de la langue basque, les dispositions présentées ci-avant s'appliquent à l'ensemble du périmètre de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. S'agissant du gascon occitan, les dispositions présentées ci-avant entreront en vigueur dès que la Communauté d'Agglomération délibèrera sur une prise de compétence en matière de politique linguistique.
Le Conseil communautaire mandate Monsieur le Président ou son représentant pour engager auprès de l'Etat une réflexion sur la mise en place des cadres législatifs et réglementaires indispensables pour assurer la revitalisation de ces deux langues sur le territoire communautaire."

Un engagement solide des élus du Pays Basque

L'implication publique en faveur de l'euskara et du gascon occitan est passée comme une lettre à la poste. Il paraît lojn le temps, où la question linguistique se cantonnait au domaine privé. Et pourtant, l'Office Public de la langue basque date de 2004 et le premier embryon d'une structure publique, se créait en 2001. Entre autres motivations, l'Etat souhaitait contrôler les fonds du Gouvernement Basque destinés aux acteurs d'Iparralde, via une structure publique. Pour sa part, le Gouvernement du Lehendakari Ibarretxe conseillait l'Etat sur la création d'une institution publique, indispensable à la revitalisation de l'euskara, en Pays Basque nord. On connaît la suite.

Aupa Beñat Arrabit !

Depuis le 23 Juin dernier, la nouvelle Communauté Pays Basque devrait être l'acteur public moteur, en faveur des deux langues regionales. La déclaration débattue ce jour-là obtint l'aval de 89% des élus présents, alors que 11% d'entre eux s'y opposèrent. Ce sujet éminemment sensible est désormais soutenu par une puissante majorité, qui légitime pleinement cette Communauté

Beau succès et toutes nos félicitations à Beñat Arrabit, qui n'a pas ménagé ses efforts et les multiples réunions avec les acteurs concernés pour parvenir à ce résultat. Notamment, le quasi consensus obtenu sur le terme sensible de l'officialisation. Certes, cette officicialisation est le fait de l'intercommunalité basque et non celle de l'Etat français, mais associer euskara à officiailisation revêt une réelle force symbolique. Elle a pu convaincre les plus réticents à s'opposer à cette déclaration. La barre était mise volontairement haut. Le résultat obtenu n'en est que plus significatif et convaincant.



Candidat jeltzale aux élections législatives de 2017, Beñat Arrabit défendait une expérimentation en faveur de l'euskara – Hautagai jeltzalea 2017ko legebiltzarreko hauteskundeetan, euskararen aldeko esperimentazioa galdegin zuen Beñat Arrabit-ek.

L'esprit du Statut territorial proposé par Eaj-Pnb

Plus concrètement, dans un contexte de raidissement de l'Etat sur ce sujet, la Communauté Pays Basque *"examinera les possibilités offertes par le cadre légal relatif à l'expérimentation et à la différenciation afin de soumettre à l'Etat des dispositifs innovants, susceptibles de consolider les politiques linguistiques en faveur du basque et de l'occitan"*. La voie empruntée par Eaj-Pnb et notre projet de Statut Territorial de l'euskara experimental est désormais reprise par les élus communautaires. Avec in fine, un engagement du Pays Basque pour obtenir de l'Etat, " *la reconnaissance de co-officialité de ces langues* ".

La polémique stérile du "périmètre" gascon

L'essentiel du débat a finalement porté sur un thème local. Fallait-il mentionner un périmètre d'action en faveur du gascon occitan ? M. Mondorge, militant politique et culturel gascon fit part de son vif mécontentement. Pourquoi territorialiser le gascon, alors que l'euskara serait épargné de cette exigence ? L'euskara est-il légitime par nature au Boucau, à Anglet ? Et surprise de dernière minute ! M. Jean René Etchegaray, president de l'Agglo et maire de Bayonne la gasconne, bien au fait des détails de cette déclaration, fit volte face et composa un tandem inédit avec M. Mondorge sur le registre de l'ouverture, alors que le périmètre évoquerait la fermeture, la frontière. Beñat Arrabit refusa de les rejoindre dans ce faux semblant d'ouverture. Il apprécie le dialogue, mais lorsque les positions sont établies, il les défend, notamment par respect pour ses collaborateurs et les personnes associées en amont à cette démarche. Même l'Etat avait donné son aval sur cette idée de périmètre. En bon jeltzale pragmatique, M. Arrabit avait acté deux réalités territoriales linguistiques. Et si à la marge, il peut y avoir débat sur les communes de transition " frontière", l'euskara est globalement présent sur le territoire de la Communauté Pays Basque, alors que le gascon l'est sur la zone du Bas-Adour. D'ailleurs MM. Mondorge et Etchegaray reconnaissaient la pertinence de cette zone au moment de mettre en pratique les mesures en faveur du gascon ! Ouf, Espelette ou Baigorri n'auront pas à mettre de panneaux trilingues : Euskara, gascon, français !



Laurent Marlin et Eaj-Pnb ont couru en faveur de l'occitan, lors de le 1e édition de la Passem – Laurent Marlin eta Eaj-Pnb-k okzitandarraren aldeko Passem lasterketan parte hartu dute.

Comprenne qui pourra. Il n'y aura pas de guerre linguistique, en Pays Basque. Et le jeltzale Arrabit n'a plus à démontrer son ouverture à l'égard du gascon. L'amendement opposé au périmètre gascon a été adopté à 60% par les élus presents.

Au final, le document concret le plus important, celui de la politique linguistique de la Communauté Pays Basque a été validé, à la quasi-unanimité des élus présents, avec un seul vote contre et trois abstentions !

Beñat Oteiza

Réussir ensemble le développement économique du Pays Basque ?

Une question de gouvernance économique était au cœur du Lema Eguna, le 20 Juin dernier, à la technopole Izarbel de Bidart. Un nouvel acteur de taille s'invite dans la promotion du développement économique local : la Communauté Pays Basque. Mais d'autres acteurs publics et semi-publics agissent déjà en la matière : région nouvelle Aquitaine, département, CCI Bayonne Pays Basque. Le territoire est également riche d'initiatives locales : les centres d'appui aux entreprises, les financeurs locaux, …

Qui fait quoi ? Agglo, CCI, région

Cette question à mi-chemin entre politique et économie taraude Jean Tellechea, le conseiller municipal jeltzale d'Urrugne, en charge du développement économique, ingénieur industriel, ancien cadre de différentes PME du Pays Basque et actuel responsable de l'Estia, en charge de l'apprentissage. Cette soirée-débat conçue par Jean a permis en premier lieu de mieux distinguer qui fait quoi, grâce à la 1e table ronde.

Etaient présents : Mixel Etchebest, maire de Mauléon, industriel, invité en tant que vice-président de la nouvelle Communauté Pays Basque, en charge du développement économique avec Sylvie Durruty et Pantxoa Bimboire, conseiller du président de la CCI Bayonne Pays Basque. L'agglo Pays Basque, la CCI, le nouvel acteur avec le booster traditionnel de l'économie basque, notamment, à l'initiative de la technopole Izarbel et de l'école d'ingénieurs Estia. Comment travailler ensemble, sans se marcher dessus ? En résumé, pour Michel Etchebest, *« l'agglo Pays Basque doit définir un cadre stratégique pour le développement économique du Pays Basque, les priorités du territoire, pour donner un cadre favorable aux entreprises »*. Interrogé sur cette stratégie, il avoue que *« jusqu'à présent, nous étions occupés par la mise en place des services administratifs »*. La réflexion sur l'avenir du territoire est désormais lancée. Pour Pantxoa Bimboire, *« la CCI Bayonne Pays Basque a un rôle opérationnel, de service aux entreprises. Elle n'a pas à définir les grandes orientations du territoire. Par contre, son plan stratégique comprend le développement des structures qu'elle gère, notamment, le port de Bayonne dont les investissements sont très lourds»*. La CCI Bayonne Pays Basque continuera à développer ses services aux entreprises, dans la formation ou l'aide des porteurs de projets.



Mixel Etchebest (Communauté Pays Basque) et Pantxoa Bimboire (CCI Bayonne Pays Basque) ont représenté deux institutions clés pour l'avenir économique du Pays Basque – Mixel Etchebest (Euskal Elkargoa) eta Pantxoa Bimboire (CCI Baiona Euskal Herri) Iparraldeko etorkizun ekonomikoaren bi erakunde garrantzitsu ordezkatu dituzte.

La Communauté Pays Basque devra également trouver sa place avec la Région Nouvelle Aquitaine, qui a pour cœur de métier : le développement économique, l'innovation ou l'apprentissage. La Région met en place « un schéma de développement économique », un SRDEII. Celui de la Nouvelle Aquitaine a été adopté, le 19 Décembre 2016. Exercice utile pour une efficacité accrue ou pesanteur technocratique ? Les élus basques devront s'y conformer et contractualiser avec la Région. Mais gageons que les 9 orientations stratégiques soient assez larges pour cadrer leur action : transitions numériques, énergétiques, renforcement de 15 filières, innovation, soutien des territoires et des écosystèmes, internationalisation et financement, sont les mots clés de cette orientation régionale.



Un territoire « écosystème »

La 2e table ronde consacrée à des initiatives locales a mis l'accent sur l'engagement d'une entreprise et sur le centre d'appui aux entreprises, Aldatu, basé à Hasparren.

L'entreprise concernée n'était autre que la société EPTA (ancien Bonnet-Névé), située à Hendaia, leader européen des meubles réfrigérés. Lorsque vous êtes dans un supermarché, il est probable que vous côtoyez les produits d'EPTA, lorsque vous prenez un produit frais ou surgelé, stocké dans un meuble réfrigéré. EPTA est le second employeur privé du Pays Basque, après l'usine Dassault d'Anglet. Par le biais d'une vidéo, Jean Marc Abbadie, le directeur des ressources humaines a affirmé : *« la volonté de s'ancrer ici pour plusieurs décennies »*. Pour ce



Izaskun Goñi Razquin, directrice générale de la politique économique du Gouvernement de Navarre explique à Jean Tellechea et aux personnes présentes, la stratégie économique de son gouvernement. Izaskun Goñi Razquin, Nafarroako gobernuaren politika ekonomikoaren zuzendari nagusiak bere gobernuaren estrategia ekonomikoa aurkeztu du Jean Tellechea eta hor ziren jendeei.

faire, il rappelle la difficulté d'être en concurrence avec des entreprises de pays à bas coûts. Il compense cela par le professionnalisme. *« Nous devons toujours garder une longueur d'avance sur nos concurrents, sinon, nous sommes balayés »*.

L'interaction avec le territoire est fondamentale en matière de formation et de compétences professionnelles. *« si nous ne faisons rien, nous ne recevons pas les CVs qu'il faut pour engager des personnes compétentes »*. D'où le forum de l'emploi co-organisé avec d'autres entreprises locales, Pôle emploi et la mairie d'Hendaye. Et à l'arrivée, 1000 rencontres intéressantes demandeurs d'emploi/recruteurs à creuser par les entreprises. 1e édition en avril 2017 qui en appelle d'autres.
EPTA travaille également directement avec l'école d'ingénieurs Estia, le lycée Cantau et l'Université de Pau, pour former des collaborateurs. *« La formation concerne l'ensemble de notre personnel, si nous voulons nous adapter et utiliser de nouvelles machines »*. EPTA conçoit des formations sur mesure, avec les professionnels de ces écoles, pour coller au mieux aux nouveaux besoins de qualification. Un cas très concret qui montre à quel point une entreprise n'est pas une unité isolée dans un environnement neutre, mais au contraire, interagit avec des acteurs proches, en l'occurrence des centres de formation, pour progresser. M. Abbadie de conclure : *« nous avons tout à gagner dans la proximité. On peut se voir fréquemment, être réactif, mieux se comprendre, nous avons tout à gagner à travailler dans la proximité »*. Jean Michel Berra, directeur général de Sokoa, à Hendaye, invité de dernière minute a également présenté cette entreprise militante, en faveur de l'emploi en Pays Basque. Cette voisine d'EPTA a entre autres co-organisé le forum de l'emploi de Hendaye.

Un territoire à l'écoute des besoins des entreprises grouille d'initiatives locales comme les centres d'appui aux entreprises, Indar en Basse-Navarre ou Aldatu dans le pays d'Hasparren. Jean Thicoipé, vice-président d'Aldatu et fondateur de la coopérative Copelectronic, a présenté cette association qui regroupe localement des entrepreneurs, des élus, des responsables d'écoles. Aldatu propose un « pack complet de soutien aux entrepreneurs » : soutien dans les démarches administratives, les recherches de financement, de subventions, les besoins en formation, le parrainage par des entrepreneurs expérimentés, la possibilité d'intégrer des pépinières d'entreprises ou des zones d'activités,

M. Thicoipé a fait part de son inquiétude quant au soutien pérenne de la Communauté Pays Basque. M. Etchebest n'a pas esquivé la question. Il a rappelé que pour l'heure, ils avaient d'autres priorités énoncées en amont. Une expertise de ces centres d'appui a semé le trouble chez ces acteurs locaux.

Un débat a porté sur la technopolisation des territoires. M. Etchebest a planté le décor. *« Tous les territoires ont compris l'intérêt des technopoles, en France. Aujourd'hui, la difficulté est de trouver les niches, les créneaux d'activités qui seront porteurs. Il ne suffit pas de mettre des outils, des écoles, des incubateurs, des pépinières d'entreprises, pour que cela fonctionne. Il faut être fin dans la stratégie. Sur l'économie de la mer, que devons-nous faire, quel créneau peut-on développer ? le biomimétisme marin, autre chose ? Même dans des centres comme l'Estia qui fonctionnent, il faut se remettre en question. Nous sommes en concurrence avec tous les territoires, y compris avec Euskadi »*

Des voisins, sources d'inspiration ?

La 3e table ronde a porté précisément sur les exemples d'Euskadi et de la Navarre, nos voisins d'Outre-Bidassoa. Via une vidéo, Alexander Arriola, directeur général de la SPRI, l'Agence de développement du Pays Basque a montré que la politique partenariale du Gouvernement Basque était devenue une référence pour bien des régions. Pourrait-on s'inspirer du savoir-faire de nos voisins ? Sommes-nous seulement en compétition avec Euskadi ? N'y a-t-il pas de domaines de coopération à développer, à l'époque où la notion de coopétition, coopération/compétition est à la mode ?

Quant à Mme Izaskun Goñi, représentant le Gouvernement de Navarre, elle a montré avec précision la stratégie de la Navarre, notamment en matière partenariale, avec la création de clusters performants.

Ce débat pédagogique sur un thème précis a ouvert pas mal de pistes de réflexion, à développer dans les prochains mois. Le Pays Basque nord est en phase de construction. Faisons-le dans un esprit de coopération qui est potentiellement un atout de ce territoire.

Beñat Oteiza



Aux côtés de Jean Tellechea, Jean Michel Berra, directeur général de Sokoa, une entreprise militante pour l'emploi en Pays Basque et Jean Thicoipé, vice-président d'Aldatu, un centre d'appui aux entreprises à Hasparren. Un lien pérenne à trouver entre les forces vives du territoire et les institutions publiques.

« Attention, c'est bien d'un modèle participatif dont a besoin l'économie du Pays Basque ! »

Avec la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, les 10 commissions économiques présentes sur le territoire basque ont fusionné afin de permettre un développement économique plus cohérent et plus lisible. La tâche est difficile car par essence, cette compétence est complexe et transversale. L'Agglomération serait presque tentée de refonder de nouvelles structures centralisées sur Bayonne pour avoir la main sur cet ensemble composite. C'est justement l'erreur à ne pas commettre.

Si l'Agglomération veut développer des emplois durables en coordonnant les actions locales, elle ne doit pas faire table rase de ce qui est déjà en place. L'Agglomération basque doit au contraire pouvoir associer l'ensemble des acteurs (les entreprises, seules ou en regroupements -cluster-) ; mais également les représentations syndicales ; les acteurs de la formation initiale et professionnelle, (publics et privés…) pour travailler mieux.

Le partenariat Région-Agglomération doit faciliter le travail des différents acteurs historiques du territoire économique

Pour répondre aux besoins de ces entreprises de l'industrie, l'agriculture, le commerce, le tourisme, les services... Les différentes institutions travaillent de concert, du mieux qu'elles le peuvent, dans un schéma pas toujours très accessible ni pour les entreprises ni pour les futurs entrepreneurs. Depuis la loi Notre de 2015, la Région Nouvelle Aquitaine est cependant le pilier du développement économique des territoires : elle soutient les entreprises, les filières, l'innovation, la création ... et promeut des programmes structurants tel que l'usine du Futur.

Depuis 2017 et la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, on a rapidement imaginé que l'Agglomération pourrait être l'interlocuteur privilégié du territoire basque en la matière. En effet, sur un enjeu aussi fondamental, l'Agglomération a logiquement étendu son périmètre d'action économique à l'agriculture, le commerce et l'enseignement supérieur. Déjà gestionnaire des zones d'activités, les différentes structures qui ont fusionné en son sein sont déjà des partenaires des entreprises, de leur création à leur développement.

Mais dans ce schéma, certaines communes ont conservé leur mission d'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises alors que la compétence est devenue communautaire, en étant des relais efficaces. Ces communes ont à leur faveur, l'antériorité de la démarche et une connaissance fine.

L'Etat n'est pas absent sur cet enjeu. Les chambres consulaires, la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers, ont également une expérience importante dans l'accompagnement des entreprises. De la prospection pour attirer de nouvelles entreprises, en passant par l'aide à la création, à l'export, à la transmission et même à la formation, leurs actions sont essentielles. Tout comme l'action des très nombreuses associations : Nouvelle Donne pour soutenir les cadres au chômage, ou Cap Emploi, pour aider les personnes



La CCI Bayonne Pays Basque, un acteur clé du développement économique – Baiona Euskal Herri Merkatal Ganbara, garapen ekonomikoaren eragile nagusi bat.

en situation de handicap… Les associations sont, elles aussi, utiles dans l'accompagnement de Pôle emploi dans l'insertion professionnelle. A Mauléon, Hasparren ou Garazi, les centres d'appui associatifs, issus du tissu économique local lui-même, sont tout aussi vitaux dans l'animation économique locale. Tous ces acteurs ont un savoir-faire, une expertise, une légitimité qui les rendent indispensables


Jean Tellechea en visite d'entreprise, lors des élections législatives de 2017. En arrière-plan, Beñat Arrabit et Laurent Marlin, les candidats des deux autres circonscriptions – Jean Tellechea, lantegi bisitan, 2017ko legebiltzarreko hauteskundeen karietan, beste bi hautagaiekin : Beñat Arrabit eta Laurent Marlin.

pour contribuer au développement économique du Pays basque. Ne pas compter sur eux serait une hérésie.

Gare aux tentations jacobines !

Si la Communauté d'Agglomération Pays Basque a vocation à animer le territoire basque la Région attend d'elle efficacité et légitimité pour lui déléguer cette animation. C'est avec les acteurs historiques (les chambres consulaires, les centres d'appui, les associations) que l'Agglomération gagnera cette bataille. Ils ont une antériorité et une compétence immédiate. Il faut donc définir avec eux un cadre de coopération clair. L'Agglomération doit éviter d'être un frein administratif au développement, en multipliant les commissions, en entretenant une lourdeur représentative dans ses prises de décisions… qui ne peuvent être sources que de blocage, souffrance et colère. Au contraire, la Communauté d'Agglomération Pays Basque doit être un accélérateur d'initiatives, de solutions. Elle doit organiser ses services de façon agile, c'est à dire avec la préoccupation constante d'une part, d'entretenir la motivation de ses partenaires et de ses collaborateurs et, d'autre part, de donner de la réactivité à sa prise de décision. Dans ce dessein, il faut aussi donner un rôle aux nombreux élus de terrains qui maillent l'ensemble du territoire et qui, par leur connaissance et leur motivation sont des relais primordiaux pour les acteurs économiques. Il faut se méfier de toute tentation de décentration jacobine qui fait l'illusion d'une plus grande rationalité et efficacité.

Le développement économique est une histoire de terrain, d'hommes et de femmes, d'entrepreneurs et de dynamiques qui ne peuvent pas être commandés par une administration rigide.

Jean Tellechea,
élu EAJ-PNB,
adjoint au maire d'Urrugne en charge du Développement Economique,
délégué au SCOT et à l'EPFL

L'économie d'Iparralde tient la forme et se diversifie



L'agroalimentaire, une force du Pays Basque rural – Hazkurri industria, Iparralde barnekaldeko indar bat

A l'occasion de la "Soirée de l'économie" le 19 juin, les chambres consulaires (CCI, Métiers et Agriculture) ont présenté les tendances économiques de l'heure. Michel Garicoix (journaliste à Bayonne pour "Le Monde" et "Les Echos") y a décrit le paysage local. Voici quelques passages de son intervention.

Au fil des crises dont celle de 2008, le Pays basque parait un peu à part, relativement épargné, y compris pour l'emploi avec un taux de chômage de 8,5% (moindre qu'en Aquitaine ou dans l'Hexagone), et une création dynamique d'entreprises ainsi que de postes de travail.

Le Pays basque au nord des Pyrénées a deux atouts :
- une économie diversifiée, sans secteur trop dominant. Ici pas de mono-industrie et les secousses nous affectent moins ;
- le tissu local est dominé par des PME et très petites entreprises (TPE). Elles sont agiles, capables de s'adapter assez vite, mais aussi fragiles (pour exporter, investir ou lors des successions).investir ou lors des successions).

Trois secteurs sont ici traditionnellement moteurs

- l'agriculture et l'agroalimentaire. Avec de petites exploitations de polyculture (élevage et maïs), les agriculteurs se sont regroupés dans des coopératives, se sont renouvelé avec un bon taux d'installation. Ils ont opté pour la qualité et des circuits courts. Nombre de productions locales ont obtenu des labels : AOC pour le piment, le fromage ou IGP (jambon de Bayonne, kiwi etc).
- l'aéronautique a essaimé dans le sud après la Première guerre mondiale. Ici elle est dominée par Dassault et Turboméca (Safran). Surtout, ont fleuri à leurs côtés des réseaux de sous-traitants, ainsi en Soule ou à Hasparren (Lauak). Dans un secteur où les cycles (la fabrication de gammes d'avions) sont longs, ces PME grossissent jusqu'à devenir des entreprises de taille intermédiaire (ETI).
- le tourisme n'est plus celui de Papa. S'étendant sur toute l'année, il emploie près de 10 000 personnes, souvent précaires, et s'appuie sur des offres comme la thalassothérapie, le golf et le surf. Il a été renforcé avec la reconnaissance récente d'une marque "Biarritz-Pays basque".

Pour autant d'autres activités se sont affirmées :
-le port de Bayonne en plus de sa fonction transport est devenu depuis 1996 un pôle sidérurgique avec l'Aciérie de l'Atlantique et Celsa, puis le Laminoir des Landes ;
- la glisse s'est enracinée dans les années 90 de Hendaye à Hossegor (Quilsilver, Tribord). Ses ventes cumulent ici près de 2 milliards d'euros pour 4 000 postes de travail ;
- les nouvelles technologies et les start-ups sont également ici à l'aise. Il y a Olatu leku pour la glisse, ainsi que Izarbel pour les NTIC (exemple, Maxsea, leader mondial des logiciels de navigation maritime, et depuis janvier Sophia Genetics). Arkinova à Anglet se centre sur le bâtiment et les matériaux, tandis que la Technocité de Bayonne vise l'aéronautique.

Citons aussi la santé (l'hôpital, les cliniques, les laboratoires), le commerce (des grandes surfaces auxquelles résistent les centre-villes), les transports ou des fabrications spécialisées (des "pépites", comme les sièges Sokoa, les radars de Telerad à Anglet, les bottes de Etchesécurité à Mauléon), ni le BTP-construction qui s'étoffe avec une population croissante.


La production industrielle évolue surtout grâce à l'aéronautique – Ekoizpen industriala aldatzen da bereziki hegazkin industriari esker.

Trois défis sont à relever :

-la démographie avec ici 3 000 habitants par an venus d'ailleurs, sans oublier le vieillissement de la population ;
-des logements encore manquants, avec des tensions sur le foncier et les prix. Ce que subissent également les entreprises ;
-la mobilité. Nous sommes dans un couloir européen, avec un littoral qui concentre activités et population d'où une congestion croissante pour se déplacer.
L'enjeu central, c'est la cohérence du territoire Pays basque, et pour les différents acteurs la "construction d'une maison commune".

Biennale de la machine-outil de Bilbao : le reflet de l'économie basque

42000 professionnels à la Biennale 2018, la meilleure de ces 10 dernières années. Euskadi à l'avant-garde de la 4e révolution industrielle digitale… à haute valeur ajoutée.



Des débats sur l'avenir du secteur avec au pupitre, Mme Estibaliz Hernaez, vice-conseillère du Gouvernement Basque, en charge de l'innovation – Alor horri buruzko eztabaidak eta aintzinea Estibaliz Hernaez, berrikuntzarako Eusko Jaurlaritzaren sailburu ordea.

Ce rendez-vous biennal est bel et bien l'un des révélateurs de la santé industrielle d'Euskadi à l'international. La région est en effet le principal producteur de machine-outil d'Espagne, pays lui-même classé troisième producteur européen derrière l'Allemagne et l'Italie. La BIEMH édition 2018 (28 mai-1er juin) a tenu toutes ses promesses. Elle a accueilli 42 000 personnes dans l'enceinte immense du BEC (Bilbao Exhibition Center), érigé en 2004 à Barakaldo, en bordure d'autoroute. Imaginez une immense enceinte de 150 000 m2 d'exposition, surmontée d'une tour de 98 mètres, entourée de vastes espaces verts et pavés, à deux pas de la station de métro qui la relie à Bilbao. Le BEC dans lequel la Biennale de la Machine-Outil s'insère comme dans un gant fut construit soulignons-le, sur les friches laissées en 1996, par le gigantesque conglomérat sidérurgique Altos Hornos de Vizcaya (longtemps le plus gros d'Espagne) (1). Un symbole en cette rive gauche de la Ria de Bilbao longtemps vouée à l'industrie lourde mais obligée de faire sa mue dès les années 70-80.

L'Industrie 4.0

En quête d'innovation perpétuelle, ils travaillent un nouveau concept, l'Industrie 4.0. Celle-ci représente la quatrième phase du processus d'industrialisation enclenché au XIXe siècle, soit la Fabrication avancée digitalisée. Concept auquel le pavillon 4 du BEC 4 était dédié. Le président d'AFM- Advanced Manufacturing Technologie (association co-organisatrice de la Biennale avec le BEC, créée en 1947) n'hésite pas à dire qu'Euskadi figure parmi les meilleurs dans ce domaine : « Nous sommes vraiment bons et ce que nous faisons nous plaît ! » « Euskadi ajoutait Xabier Ortueta, est sur le point d'être reconnue en tant que puissance industrielle. Gardons poursuit le rythme nécessaire dans le domaine de la digitalisation afin de demeurer à l'avant-garde ! ».

Les 60 ans d'histoire de la Biennale reflètent l'évolution technologique et économique d'Euskadi. En 2000 et 2002 le BEC accueillit plus de 2000 entreprises ! Survint la crise économique de 2007-2008 et… une fin de tunnel perceptible en 2016. Sortie confirmée en 2018. L'année devrait être se solder par un PIB proche de 3% selon une étude de Laboral Kutxa diffusée fin décembre 2017. Notons qu'en janvier 2018 Euskadi était invitée par la Commission Européenne à présenter sa stratégie Industrie 4.0 à Bruxelles. Et qu'elle est à l'origine de la création d'un réseau régional européen 4.0 (Vanguard Initiative) auquel 20 régions adhèrent.

(1) L'usine de Altos Hornos de Vizcaya de Barakaldo ferma ses portes en 1996

Amikuztarra





L’euskara, l’affaire de tous

La survie de l'Euskara en Iparralde nécessite une réforme en profondeur des mentalités, des méthodes et des moyens. La solution doit être globale. Elle doit concerner toute la population. Les efforts considérables, déployés par les filières comme Ikas-bi, Euskal Haziak, Seaska, Aek, Euskal Irratiak, etc... et l'OPLB ne seront plus suffisants pour enrayer la disparition de notre langue à moyen terme.



Une réforme des mentalités

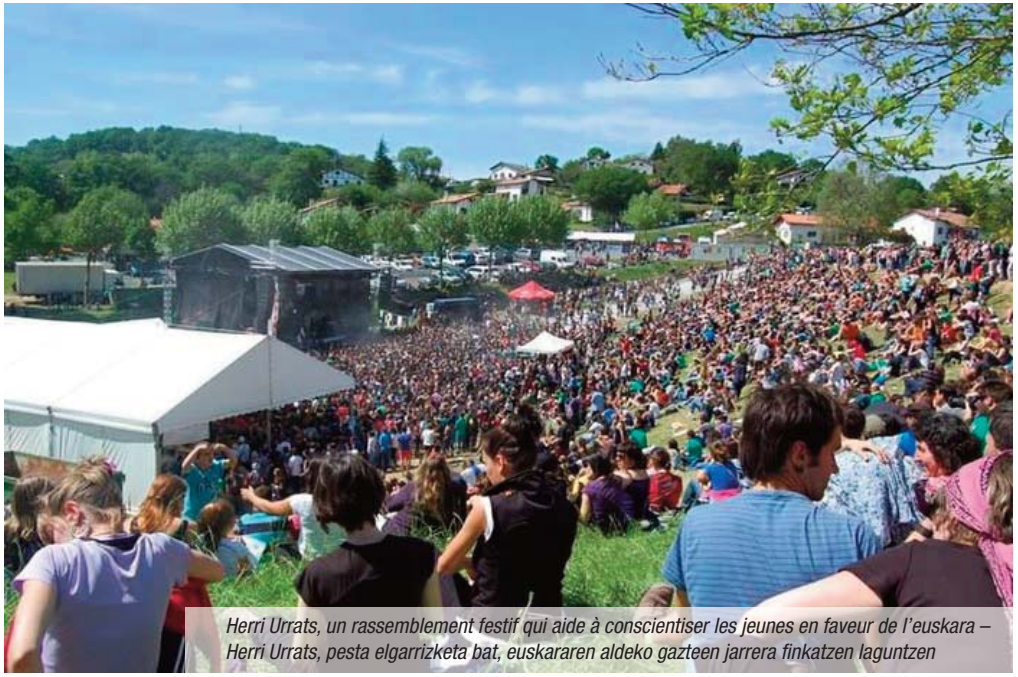
La seule responsabilité du maintien et du développement de l'Euskara est supportée par les filières d'enseignement de l'Euskara (Ikas-bi, Euskal Haziak, Seaska, Aek, etc… et l'OPLB). Lourde tâche dont elles s'acquittent remarquablement bien dans un environnement institutionnel difficile. Ce ne sera pas suffisant. Les résultats sont-ils à la hauteur des efforts déployés par les filières d'enseignement ? Combien d'enfants utilisent couramment la langue basque ? Combien d'élèves accèdent à nos universités pour un enseignement en basque ? Avec les résidents qui ne parlent pas l'euskara et l'arrivée de 10 000 personnes par an sur notre territoire, la pratique de l'Euskara se trouvera réduit à un îlot de résistance avant de disparaître de la vie de notre Iparralde. La solution doit être globale. Pour moi, tout le monde doit se mettre à l'apprentissage de la langue basque.

La réforme des mentalités doit contribuer à nous faire penser que la pratique de l'euskara doit être générale. A mon avis cette réforme des mentalités devrait impacter quatre domaines : le maintien et le développement de l'euskara dans la vie quotidienne en donnant à tous nos élèves les éléments linguistiques pour sa pratique quotidienne. « Je parle le basque tous les jours ».

Un cursus d'excellence permettant à nos élèves d'accéder à la formation supérieure des universités d'Euskadi et de Navarre. « Je poursuis mes études en Euskara dans une filière d'excellence ».

L’accès généralisé de l'apprentissage de la langue basque au moyen d'un saut technologique à l'ensemble de la population comme aux 10 000 personnes qui viennent s'installer chaque année dans notre Iparralde. Venant de Marseille, comment puis-je contribuer au fonctionnement de mon nouveau pays ? « J'habite le Pays Basque, j'apprends et je parle l'Euskara ».

La présence conjointe du français et du basque dans tous les lieux de la vie quotidienne : commerces, administration, institution et associations. Je pratique l'euskara dans chaque situation de ma vie. Pour que l'euskara survive, on aura besoin de travailler simultanément sur tous ces plans. En négligeant l'un de ces domaines l'édifice s'effondrera. Il s'agit ici d'un sauvetage collectif.



Herri Urrats, un rassemblement festif qui aide à conscientiser les jeunes en faveur de l’euskara – Herri Urrats, pesta elgarrizketa bat, euskararen aldeko gazteen jarrera finkatzen laguntzen

Une réforme des méthodes

Pour avoir vécu hors du Pays basque pendant 50 ans et tenté de me réapproprier ma langue dans les années suivantes, j'ai été affligée par les méthodes d'apprentissage qui m'ont été proposées. Le taux considérable d'échec se justifie par les méthodes d'apprentissage employées.

La réforme des méthodes passerait par la mise en place d'une méthode universelle que l'OPLB pourrait se charger de proposer et d'imposer à notre système éducatif tout comme dans la formation professionnelle pour un apprentissage normalisé et rapide de la langue basque. On va me rétorquer que la langue basque est difficile. Pas plus qu'une autre si l'on utilise la bonne pédagogie. Je connais des personnes qui ont effectué des progrès considérables en quelques semaines de Barnetegi (formation en internat).

L'OPLB aurait une position centrale dans l'objectif d'alphabétisation de toute la population et la production de ces outils.
Un saut technologique est absolument nécessaire pour que l'apprentissage du basque pénètre dans chaque foyer par l'intermédiaire des moyens informatiques. Ce ne sont plus les personnes qui doivent se déplacer dans un cours, tard le soir, fatiguées après une journée de travail. Mais c'est l'euskara qui doit pouvoir entrer dans les foyers et dans les formations des entreprises ou des administrations par l'intermédiaire d'applications et différents outils pédagogiques pour nos Smartphones, tablettes, ordinateurs et SmartTV.

Cette méthode d'apprentissage doit être proposée personnellement à chaque foyer d'Iparralde avec une communication forte et propre à toute campagne d'alphabétisation. Parce qu'il s'agit bien d'alphabétiser toute une population. Après leur inscription sur les différents outils proposés, le suivi informatique serait accompagné de séances collectives où les personnes se retrouvent pour partager leur expérience. Le défi qui nous est proposé est à la hauteur de cet engagement collectif qui doit nous transcender. Le travail de relance pour les inscriptions à ce système d'apprentissage On Line sera permanent.

Il existe des centaines de prestataires pour apprendre toutes les langues du monde. L'euskara est exclu de ces prestations. Quoi ? Un pays aussi avancé technologiquement avec une langue aussi menacée, ne trouverait pas des recettes pour placer l'apprentissage de la langue d'une manière intellectuellement et technologiquement accessible au plus grand nombre ? Ce serait un paradoxe.

Une réforme des moyens

En priorité résoudre les problèmes financier, logistique et humain des filières d'enseignement. Tout démarre à l'école, tout le monde réclame des moyens supplémentaires : Ikas-bi, Euskal Haziak, Seaska, AEK, etc... Tout le monde est d'accord pour dire que l'enseignement de l'euskara ne doit plus être considéré comme un luxe et qu'une véritable politique volontaire doit être instaurée au Pays Basque.



Les footballeurs s'impliquent en faveur de l'euskara avec le Txantxangorri, symbole de promotion de notre langue – Futbolariak mugitzen dira euskararen alde, gure hizkuntza promozionatzeko Txantxangorria ikurrarekin

Pour faire face aux critiques et aux demandes permanentes des filières d'enseignement, l'Education Nationale devrait modifier ses objectifs pédagogiques et budgétaires. Elle doit prévoir un plan général d'apprentissage de l'euskara pour l'ensemble des établissements scolaires d'Iparralde et devenir actrice de cette cause nationale. Passer à l'offensive plutôt que fonctionner en flux financiers tirés.

Également, pour faire face à la pénurie des enseignants en langue basque elle doit être capable de mettre en place un système spécifique de formation, tel qu'il a déjà été réclamé par les grandes filières de l'enseignement bilingue.

L'école et l'immobilier. Les filières (Ikas-Bi, Euskal Haziak, Seaska) doivent se retrouver sur le même pied d'égalité (constitutionnelle) immobilière. Les filières publiques possèdent le patrimoine communal, départemental, régional, tout comme les filières privées (catholiques) qui possèdent un patrimoine privé issu souvent de legs. Elles ont un avantage immobilier et des longueurs d'avance sur la jeune filière de Seaska. Les institutions doivent se montrer beaucoup plus proactives et bienveillantes en proposant directement leur offre à Seaska comme la Loi leur permet. La mise en place d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT, article L1311-5 du Code général des collectivités territoriales) contre le versement d'une redevance est possible comme la Préfecture de PA l'a récemment exposé. Beaucoup de communes ont expérimenté ce système et ça marche. Ce qui évite de tomber dans les pièges du conflit et de la polémique et de gommer toutes les crispations.

Ensuite proposer à l'ensemble de la population, un apprentissage général avec les moyens adéquats. Notre langue ne survivra pas si elle est seulement parlée par ceux qui en font la demande. Que fait-on pour les autres ? Nous souhaitons mettre l'apprentissage à la portée de chaque foyer. Il faudra estimer les coûts de cette opération et lui attribuer les budgets adéquats. On pourrait me reprocher un IAKFOKON que je remplacerai volontiers par IAKFR.

En conclusion, nous observons actuellement les derniers sursauts de résistance de l'euskara en Iparralde. Dans les conditions actuelles notre langue ne survivra pas. Sa survie nécessite une réforme en profondeur des mentalités, des méthodes et des moyens.

Itziar Aizpuru

- Présidente de l'Association Hendaiako Jeltzalen Lagunak.
- Ancienne directrice de collège bilingue Français-Euskara
- En charge des questions d'enseignement à Eaj-Pnb

Un travail à faire sur Internet – Internet-en lan baten beharra

klikasi



Il faut intégrer les institutions régionales dans les politiques d'immigration

Lors d'une intervention, j'ai insisté sur l'égoïsme, le manque de leadership et de courage politique des différents Etats membres sur la crise des réfugiés, en Europe. Cependant, bien des régions et des institutions locales maintiennent vivantes les valeurs européennes. La volonté de nombreux citoyens, les moyens d'institutions locales et régionales qui accueillent les réfugiés et leur plan pour éviter que des milliers de personnes ne meurent en mer le montre. En septembre 2015, au moment de répartir les premiers quotas de réfugiés, une coordination institutionnelle se mit en place en quelques jours, en Euskadi, pour assumer notre responsabilité. Cette démarche buta sur le désengagement de l'Espagne.

Pour l'accueil des réfugiés

L'implication des autorités basques en la matière est constante. Comme le rappelait Josu Erkoreka, porte-parole du Gouvernement Basque, cela répond en premier lieu à une urgence humanitaire et à un engagement en faveur des droits humains. En second lieu, il s'agit de défendre les valeurs européennes. Face à une conception mêlant barrières et manque de solidarité, le Gouvernement Basque en défend une autre basée sur la solidarité et les droits humains. Ce Gouvernement présenta en Juillet 2017, un document cadre pour orienter de façon partagée la réponse à la crise humanitaire en Méditerranée. Il émit également des propositions qui allait dans ce sens. Voilà pourquoi, durant la plénière du Parlement Européen, j'ai rappelé que si nous regardons le niveau d'accueil concret et d'intégration des personnes qui demandent asile, l'Union Européenne peut compter sur la volonté de bien des citoyens, sur ses moyens et l'organisation pour accueillir les réfugiés. Il faut simplement les mobiliser. L'intégration des personnes qui ont besoin d'un refuge se réalise au niveau local et régional. Il faut intégrer ces niveaux de décision dans la planification des politiques d'immigration.

Accompagner la solidarité citoyenne au plus près

La crise de l'Aquarius a converti le Parlement Européen en un lieu de réflexion sur les politiques européennes d'asile et d'immigration. Cela m'a encouragé à rappeler au Conseil Européen et aux Etats que nous pouvons répondre aux expressions de solidarité de l'immense majorité des citoyens européens qui refusent de laisser mourir des gens en mer.



Le Lehendakari Urkullu prend part à un rassemblement en faveur des réfugiés – Etorkinen aldeko elgarrizketa batean parte hartzen du Urkullu Lehendakariak

Le changement d'attitude du Gouvernement espagnol m'a plu. Ils ont décidé d'ouvrir les portes à l'Aquarius. Ils ne sont pas seuls. Dans la droite ligne des axes de travail proposés par Iñigo Urkullu au président Juncker, lors de leur ultime réunion, le Lehendakari a proposé qu'Euskadi accueille 10% de ces personnes par dignité et respect des droits fondamentaux. Euskadi est un petit pays qui a de la mémoire. Nous devons à ceux et celles qui en ont besoin la même solidarité dont bénéficièrent les Basques qui cherchaient protection ou voulaient dépasser leur condition de pauvreté.

Un manque de courage politique

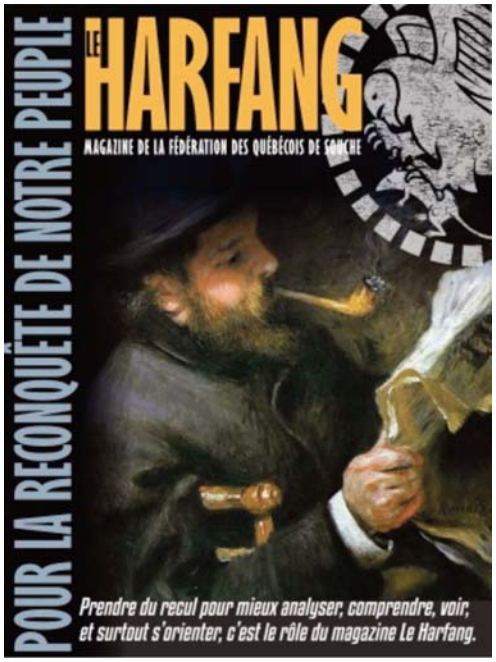
J'ai rappelé à Monica Panayotova, représentante de la présidence semestrielle bulgare qu'il existe des moyens pour résoudre ce problème. Il faut les mobiliser. Il manque du courage politique pour faire face avec humanité et solidarité à la xénophobie et à l'anti-européisme.

J'ai dit au vice-président Frans Timmermans qu'ouvrir les frontières européennes est une décision globale, mais accueillir et intégrer les immigrants est un défi qui correspond aux communautés locales et régionales.

Izaskun Bilbao Barandica
Eurodéputée d'Eaj-Pnb

La présence basque en Amérique française

Le Harfang est une publication éditée par la Fédération des Québécois de souche qui milite activement pour la « reconquête » du peuple Québécois en privilégiant les valeurs nationalistes, historiques et catholiques des premiers immigrants.



Extraits d'un texte source du magazine « Le Harfang, avril/mai 2016 » repris par Marie Groulx.

« …/… » Ce que peu de gens savent, c'est que les Basques ont une histoire riche au Québec et que ce peuple si différent des autres Européens a laissé une empreinte indélébile sur les rivages du Canada français.

Les pêcheurs basques au Canada

Dès le début du XVIe siècle, les pêcheurs basques traverseront l'Atlantique pour aller pêcher la morue au large du Labrador et dans l'estuaire du Saint-Laurent. Ils précèdent Champlain et même Cartier, mais ne font que suivre les traces des marins bretons et normands. S'ils semblent venir originellement pour la morue qu'ils font sécher avant de retourner en Europe, les marins basques découvrent également une grande quantité de baleines noires et boréales. « …/… » Dès 1540, des expéditions spécifiquement organisées pour la chasse à la baleine se mettent en place. Les marins traversent l'océan, s'installent sur la rive, y construisent des fours et un camp dans lequel ils passeront l'été et ensuite, ils lancent leurs baleiniers de la rive pour traquer et tuer au harpon les immenses mammifères marins, une pêche des plus dangereuses et meurtrières. Pratiquée intensivement jusque dans la décennie 1580, elle aura un impact majeur sur la population de baleines qui déclinera dramatiquement. Il y aura donc une baisse de la chasse à la baleine, qui reprit un peu au XVIIIe siècle.

Les plus importantes bases de baleiniers seront installées à l'Île aux Basques face à Trois-Pistoles et sur la côte du Labrador. C'est d'ailleurs près de Red Bay au Labrador qu'une épave d'un galion basque, le San Juan, sera découverte en 1982. À ce jour, trois galions ainsi que plusieurs embarcations ont été trouvés le long de la côte. Il y aura également des bases établies sur la Côte-Nord où ils marqueront la toponymie locale par des noms comme Mingan.



Echanges entre Amérindiens et Basques

En parallèle, les Basques se lancent également dans la chasse aux phoques, notamment sur les Îles-de-la-Madeleine. Ils durent d'ailleurs affronter à deux reprises les corsaires anglais pour établir leur monopole sur cette île. Ils traitèrent également avec les Amérindiens, particulièrement les Micmacs, établissant un poste de traite à Tadoussac. Ils en vinrent à dominer la traite de fourrure dans le golfe du Saint-Laurent au XVIe siècle. En fait, pour l'anecdote, lorsque Jacques Cartier rencontrera des Micmacs lors de son premier voyage en 1534, il constatera que plusieurs portent une croix au cou et que plusieurs de leurs objets, comme les canots et les paniers, arborent une croix basque.
Comme on le sait, la langue basque n'est pas une langue indo-européenne. Les Basques furent donc habitués à traiter avec des Français et des Espagnols dans des langues n'ayant aucune similarité avec la leur. Il fut donc facile pour eux de marchander dans une langue d'affaires inventée avec les Micmacs, qui conservent à ce jour certains mots d'origine basque dans leur lexique. Même nous (les Québécois) avons conservé certains mots basques comme « orignal ».

Une présence contestée

Paspébiac où l'héritage basque est toujours vivant, la plupart des habitants provenant d'un seul navire s'étant échoué à cet endroit. Leur concentration à cet emplacement leur permit de conserver leur culture propre. « …/… » Les Basques ont donc eu une influence certaine dans le développement de notre nation.

Kauldi

Les Jeudis du Batzoki

Ces conférences organisées tous les derniers jeudis de chaque mois, à St Jean de Luz, connaîtront une trêve estivale, avant de reprendre de plus belle dès Septembre. Une occasion singulière de mieux connaître le Pays Basque sous différents aspects : culturel, historique, artistique, géographique, … Des personnes aussi diverses que Kattalina de Erauso, Franco ou Gabriel Deluc, seront au cœur des soirées à venir.

JEUDI 27 SEPTEMBRE,	JEUDI 25 OCTOBRE,	JEUDI 29 NOVEMBRE
19 heures salle Ducontenia, **KATTALINA DE ERAUSO UNE AVENTURIERE BASQUE AU XVIIÈME** Anne Marie Lagar	19 heures salle Ducontenia **FRANCO ET LE PAYS BASQUE** Mathieu Elgoyhen	19 heures Auditorium Ravel **GABRIEL DELUC, UN PEINTRE LUZIEN** Etienne Rousseau Plotto

Le repas de la St Jean : Eaj-Pnb prend part aux fêtes de St Jean de Luz

Une trentaine de personnes ont pris part au traditionnel repas de la St Jean, ce samedi 23 Juin, au Batzoki de Donibane, situé entre les Halles et la gare de la cité des corsaires.







L'ikurriña a 124 ans !

Ce dimanche 15 Juillet, nous fêtions, en Soule, à Mauléon, le 124e anniversaire de l'ikurriña ou drapeau basque, montré au public pour la 1e fois, à Bilbao, le 14 Juillet ... 1894. Ce drapeau appartient à tous les Basques quelle que soit sensibilité et n'est plus la propriété d'Eaj-Pnb. Ce rendez-vous est l'occasion de fêter l'anniversaire d'un jeune drapeau pour un vieux peuple et de rappeler son origine, avec les frères Arana Goiri, Luis et Sabino, qui l'ont conçu, avant de fonder notre mouvement politique, un an plus tard.

Une piqûre de rappel sur sa signification, celle de la transcription graphique de la devise : JEL : Jaungoikoa eta Lege zaharra. Le peuple basque (fond rouge) régi par la loi coutumière ou Lege Zaharra (croix verte de St André), elle-même respectueuse du catholicisme et de Dieu (croix blanche catholique). Les JELtzale, militants d'Eaj-Pnb portent dans leur identité l'ikurriña, même si la devise JEL, de la fin du XIXe siècle n'a plus le même sens aujourd'hui. Mais reste néanmoins, la volonté de pouvoir édicter des lois basques, dans un esprit d'humanisme, non lié à une religion, mais héritier d'une pensée chrétienne

L'édition 2018 de l'Ikurriña pesta a été un agréable moment de convivialité, en ce calme estival : levée de l'ikurriña, chant, aurresku, prises de parole ... apéritif, déjeuner ... Et finale du mundial de foot pour certains. Ikurriñaren ospakizuna atzo Maulen, bere 124. urtearentzat. Bide luzea ikurriñari !


Aurresku d'honneur.


Parte hartzaileen zati bat - Certains des participants réunis autour du drapeau.


Zintzur bustitzea Ikurriña ohoratu ondoren tokiko edariekin - Apéritif à l'issue de l'hommage à l'ikurriña, avec des boissons du crû


Ikurriñaren aurkezpena - Présentation de l'ikurriña


Pako Arizmendi, IBBren buruaren hitzaldia - Prise de parole de Pako Arizmendi, président régional d'Eaj-Pnb.


Pesta, Eaj-Pnb-ren lepokoarekin - Le foulard Eaj-pnb était de sortie




Ikurriñaren altxatzea - Levée de l'ikurriña


Jean Michel Iribarne, tokiko Herri Biltzarraren buruaren hitzaldia - Prise de paroles de Jean Michel Iribarne, président du groupe local ou Herri Biltzar d'Eaj-Pnb.


Pako Arizmendi, Mixel Etchebest, Mauleko auzapezarekin - Pako Arizmendi, en discussion avec Mixel Etchebest, maire de Mauléon.



Venez en bus à l'Alderdi Eguna 2018, le dimanche 30 septembre, à Foronda

Réservez dès maintenant votre place pour participer à l'Alderdi Eguna, la fête nationale d'Eaj-Pnb, le dimanche 30 septembre prochain. Un autobus partira du Pays Basque nord, pour rejoindre Foronda, près de Vitoria-Gasteiz, en Araba. Pour tout renseignement et inscription, contactez-nous au : 05 59 46 15 34 ou à : contact@eaj-pnb.eus.

L'Alderdi Eguna permet de vivre et de ressentir de près l'ambiance interne de notre mouvement populaire. Les ouvriers côtoient les patrons, les paysans, les médecins ou les fonctionnaires. Ils font tous partie de la même classe d'une école, nommée Eaj-Pnb, âgée de 123 ans, soucieuse d'intégrer les idées progressistes de ce début du XXIe siècle, pour demeurer une référence. Jour festif ouvert à tous les curieux, il fait partie de ces grands rassemblements populaires que les Basques apprécient tant. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassembleront une nouvelle fois, à l'Alderdi Eguna, pour écouter les discours de nos leaders politiques, retrouver des amis, découvrir Eaj-Pnb, ses militants ou passer un moment de convivialité qui mêle analyse de l'actualité, poteo ou discussions intenses, autour d'un verre et d'un pintxo.



Andoni Ortuzar, président national d'Eaj-Pnb commentera l'actualité, avec son humour bonhomme – Andoni Ortuzar, Eaj-Pnb-ren aberri presidenteak aktualitatea aipatuko du, bere umore lasaiarekin












Le Lehendakari Urkullu est également attendu à l'Alderdi Eguna 2018 – Urkullu Lehendakaria ere gurekin izanen da 2018ko Alderdi Egunean.